

trouve sa place naturelle dans les formes traditionnelles. Sa fraîcheur d'inspiration, un certain charme séducteur ne sont pas sans évoquer Francis Poulenc ou Jean Françaix. Il trouve dans le concerto un moule qui lui permet de suivre les directives des décrets de 1948 : quatre concertos pour piano (1929, 1935, 1952 et 1975 ; le troisième, le plus joué, a été créé en 1953 par Vladimir Ashkenazy), un concerto pour violon (écrit pour David Oïstrakh, 1948) et deux concertos pour violoncelle (1948-1949 et 1964). Dans ce domaine, il s'impose par un lyrisme et un sens des couleurs discrets, qui contrastent avec la palette habituelle des compositeurs soviétiques (notamment Chostakovitch et Khatchatourian). En revanche, les formes plus développées dans lesquelles il veut transmettre un message en profondeur manquent de puissance : ses quatre symphonies (1932, 1933, 1934 et 1956, la troisième reprise en 1957 sous le titre de *Requiem en mémoire de Lénine*) semblent s'étirer en longueur et toutes les œuvres d'inspiration patriotique qu'il compose pen-

dant les années quarante n'ont pas survécu aux circonstances de leur création (*La Grande Patrie*, 1942 ; *Les Vengeurs*, 1942 ; plus tard, *Les Léninistes*, 1959 ; l'immense *Requiem en mémoire de ceux qui ont péri dans la lutte contre le fascisme*, 1963 ; et l'étonnante *Lettre au XXX<sup>e</sup> siècle*, 1972). Dans le domaine lyrique, il a écrit cinq opéras dont seul le premier s'est véritablement imposé : *Le Maître de Clamecy* (1937), d'après Romain Rolland, remanié en 1953, 1969 et 1972 sous le titre de *Colas Breugnon* ; *Au feu, non loin de Moscou* (1943, révisé en 1947), *La Famille de Tarass* (1947-1950), *Nikita Verchinine* (1953-1954) et *Les Sœurs* (1967-1969). Il est également l'auteur d'une opérette, *Le printemps chante* (1957), et de nombreuses musiques de scène : la partition des *Comédiens* (pour la pièce d'Ostrovski, 1933), l'une de ses œuvres les plus pétillantes, a beaucoup joué en faveur de sa notoriété grâce à la suite d'orchestre qu'il en a tirée en 1940. Mais le véritable visage de Kabalevski se trouve dans les petites formes, dans les œuvres

pour piano à vocation pédagogique : *De la vie d'un pionnier* (1934), *Trente Pièces enfantines* (1937-1938), *24 Préludes* (1943), des sonatines, *24 Morceaux faciles* (1944). On trouve la même veine d'inspiration dans ses mélodies, notamment les *4 Chansons pour rire* (1945). Mais, à partir de la fin des années quarante, il semble que Kabalevski ait laissé sa verve se tarir pour respecter les directives officielles du réalisme socialiste auxquelles ses fonctions officielles l'obligeaient à se soumettre. Son langage deviendra de plus en plus conservateur au fil des années et il perdra cette originalité qui en faisait le plus spontané des musiciens russes et soviétiques.

Alain PÂRIS

## Discographie

*Concerto pour violoncelle n° 1*, Yo-Yo Ma, orchestre de Philadelphie, dir. Eugene Ormandy, C.B.S. D 37 840, CD 37 840 / *Pièces pour piano*, Setrak, Chant du monde, LDX 78 741.

Rachid KARAMÉ  
1921-1987

Lorsque éclate la bombe cachée sous le siège de l'hélicoptère qui le ramène de son fief tripolitain à Beyrouth, Rachid Karamé n'est pas le premier dirigeant libanais emporté par la violence. Les assassins avaient déjà frappé de nombreuses figures de proue. La mort de Karamé revêtait toutefois une signification nouvelle. Ce dirigeant sunnite était tué dans l'hélicoptère d'une armée à laquelle, seul parmi ses pairs musulmans, il continuait de faire confiance pour assurer ses déplacements. Car Karamé croyait à la permanence de l'État libanais et ses longues péroraisons télévisées contrastaient si fort avec la violence quotidienne qu'il paraissait un vestige démodé d'une époque pacifique mais révolue. Rachid Karamé était né en 1921, quelques mois après que le général Gouraud eut décidé de rattacher sa ville de Tripoli au Liban. Son père, mufti de la ville, était partisan du maintien de Tripoli dans le cadre syrien. La famille Karamé reste hostile au Grand Liban jusqu'à ce que l'ensemble du sunnisme libanais s'y rattache. Le père de Rachid accepte alors de diriger le deuxième gouvernement du Liban indépendant, une profession de foi dans le Liban souverain, dont le jeune Rachid héritera en même temps que du statut de dirigeant. Karamé va s'imposer comme le représentant de cette nouvelle génération de notables musulmans engagés dans la construction d'un Liban moderne et indépendant. « Libaniste », Karamé ne remet plus en cause l'indépendance du Liban par rapport à la Syrie. Moderniste, il rompt avec une tradition familiale en préférant des études de droit au titre de mufti et ajoute à la notabilité héritée de son père la création d'un parti. Il est, en 1951, le plus jeune ministre nommé au Liban, député de sa ville sans interruption, dix fois Premier ministre. Discret de nature, s'il parle beaucoup, rarement il se confie, menant une vie relativement austère, préférant toujours le cadre provincial de Tripoli aux turpitudes de la capitale. Ses choix politiques sont marqués par la volonté de concilier sa loyauté au Liban avec la foi dans les idéaux du nationalisme arabe. S'il se rallie au Liban, il est, en 1950, à la tête de ceux qui s'opposent à la rupture de l'unité douanière avec la Syrie. S'il accepte en 1955 de diriger le gouvernement, il rejoint l'insurrection quand le président de l'époque prend une attitude que Karamé juge hostile à Nasser. En Karamé, l'homme d'État ne se révèle qu'après 1958. Il se rallie au nouveau président, le général Fouad Chéhab, pour réformer

l'État tout en poursuivant une politique régionale favorable à l'Égypte nassérienne. Karamé est l'artisan principal de cette équation « chéhabiste » qui explique une décennie de paix civile et de modernisation « douce » (1958-1968). Aux Finances, il est réputé pour sa parcimonie ; aux Affaires étrangères, il est d'une prudence qui frise la passivité. Cette équation va être ébranlée en 1967. La défaite arabe affaiblit le garant du chéhabisme qu'étaient Nasser et favorise l'implantation de mouvements armés palestiniens au Liban, conduisant, en 1969, à une première confrontation sanglante entre l'armée libanaise et les fedayin. Karamé se cantonne alors dans une position ambiguë, celle de « la coordination » (*tansiq*) à trouver entre l'État libanais et la résistance palestinienne.

Dès lors, Karamé apparaît à de nombreux Libanais, notamment chrétiens, comme un homme qui fait passer ses convictions arabes au-dessus de sa loyauté à l'État libanais. On lui reprochera, en particulier, d'avoir refusé de lancer l'armée contre les fedayin. Ces convictions autant qu'une prudence extrême expliquent une inaction posée en programme. Mais, si Karamé demeure un candidat privilégié au poste de Premier ministre, c'est qu'il refuse de participer à la guerre qui ne tarde pas à éclater. C'est donc à lui que l'on fera appel chaque fois qu'il s'agit de former un « gouvernement d'unité nationale » : en 1958, déjà, à la suite d'événements sanglants ; en 1969, quand le pays paraît divisé en deux au sujet des Palestiniens ; en 1975, après trois mois de combats ; en 1984, enfin, lorsqu'il a

Le 10 avril 1976, protégé par des gardes du corps, Rachid Karamé se rend à la séance du Parlement, où sera adopté à l'unanimité le projet d'amendement constitutionnel permettant l'élection anticipée du successeur de Soliman Frangji à la tête de l'État (C. Salhani, Sygma).

